

mestiques. Il est tout naturel que l'on pense d'abord à son chez soi, mais si vous vouliez concrétiser cette idée comme l'ont fait nos amis de la droite pour l'idée du "Canada avant tout", vous auriez quelque chose comme ceci: un individu qui entourerait son jardin, sa propriété d'une haute muraille, empêchant tout le monde d'entrer et disant c'est "mon foyer avant tout". Vous avez là un cas parallèle. De même pour l'unité impériale si, par là, vous entendez le maintien de l'unité entre les diverses parties de l'empire. C'est une bonne chose; mais si vous analysez ce que nos amis d'en face entendent par cela, vous constaterez qu'ils n'atteindront pas cette fin par les moyens qu'ils veulent utiliser. On peut dire la même chose de la préférence. Nous sommes tous en faveur d'une préférence bien comprise; mais lorsque vous en faites une préférence impériale basée d'abord sur des murs tarifaires et que vous ne lui permettez d'exister qu'en la superposant à ces mesures, vous obtenez un résultat qui ne réalise pas la fin que l'on a en vue, et qui peut même l'exclure tout à fait. Non seulement ces messieurs ont pris une mauvaise attitude, mais ils poussent l'erreur au point de ne pas vouloir admettre qu'une autre opinion puisse être bonne. Ils ne veulent pas comprendre et ils ne veulent pas admettre qu'il puisse exister une autre conception, une autre manière d'en arriver à l'unité impériale, de promouvoir les intérêts du Canada et de l'empire, que les moyens particuliers préconisés par eux-mêmes.

En terminant, je ferai remarquer à mon très honorable ami qu'un jour il se rendra compte que l'expression "le Canada avant tout" bien comprise est une chose bien différente de tout ce qu'il peut incorporer dans un programme financier, et encore moins dans une forme extrême de protection. Il constatera que par "Empire avant tout", s'il désire utiliser cette expression particulière, il faut entendre quelque chose de très différent de tout ce qui peut s'énoncer en termes de politique financière, ou encore de politique d'impérialisme économique centralisé. Ce sont des choses qui ne se ressemblent pas. Un programme financier n'est pas une chose spirituelle. Tout ce qui a trait au "Canada avant tout" et à "l'Empire avant tout" est du domaine spirituel; ce ne sont pas des choses matérielles, ni des substances, ni des forces matérielles. Il devra constater que la position primordiale de ce pays et de l'empire britannique repose sur quelque chose de plus profond qu'un programme financier, pour ne rien dire d'une politique financière qui tend à isoler le Dominion et l'Empire. Ce n'est pas un programme financier quelconque qui a permis à l'Empire d'atteindre sa position actuelle, qui a fait le

[Le très hon. Mackenzie King.]

Canada ce qu'il est aujourd'hui. Ce sont des choses qui émanent de l'esprit; ce sont des forces spirituelles qui ont poussé les missionnaires et les explorateurs à s'aventurer en pays éloignés, les coureurs des bois à scruter les points les plus reculés des forêts, les pionniers et les commerçants à franchir les limites de la civilisation; c'est ce qui a poussé les navires britanniques à sillonner tous les océans du globe et c'est à cause de cela que le drapeau britannique flotte sur tous les continents. C'est l'esprit de lumière qui a brisé tous les obstacles, non pas l'esprit de ténèbres qui les a fait surgir, l'esprit de liberté qui, dans le monde du commerce comme dans le monde de la politique, a permis d'obtenir une mesure de liberté plus grande, et d'établir des relations plus étendues dans l'univers; c'est l'esprit non d'une seule nation, ni d'un seul empire, mais l'esprit d'une société de nations; non pas l'esprit de crainte mais l'esprit de foi.

Nous qui siégeons de ce côté-ci croyons qu'il faut préconiser les mesures qui ont favorisé le développement du Canada et qui ont contribué au progrès de l'Empire. Nous croyons qu'en permettant à ce même esprit de se manifester, notre pays se développera et atteindra une plus grande somme de liberté et de bonheur. Nous sommes d'avis que notre très honorable ami ne contribuera pas à l'union du Canada en mettant en pratique les politiques extrémistes qu'il préconise, qu'il n'aidera pas à développer l'harmonie, l'unité et le progrès du pays. Nous croyons qu'on n'arrivera à cette harmonie, à cette unité et à ce progrès qu'en adoptant des politiques qui tiendront compte du bien-être de tous. Nous pensons que les politiques qui ont amené l'unité, l'harmonie et le progrès en ce pays dans le passé le feront encore si on continue de les appliquer. Mais nous pensons également que nulle politique extrémiste,—qu'il s'agisse d'une protection ou d'un libre-échange à outrance,—appliquée à un grand pays comme le Canada, ne saurait y maintenir l'union et l'harmonie et favoriser son développement. Une politique qui réalisera cette unité, cette harmonie et ce progrès, devra tenir compte de toutes les classes et de toutes les conditions, aider à concilier tous les différends, et mon très honorable ami constatera que c'est la politique de conciliation et non de coercition qui triomphera en définitive.

Le programme économique, extrémiste du point de vue national, impérial et international, que propose le premier ministre du jour, et les méthodes de contrainte qu'il invoque pour sa réalisation font tout le contraire d'assurer l'harmonie, la concorde et le progrès dans notre pays, dans l'empire et dans le monde entier.

Nous, qui tenons à la conservation du véritable esprit qui anime notre pays et le com-